

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REALISATION D'UN RESERVOIR D'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE PLOUGUERNEAU (29)

Marché n°2025-04

REGLEMENT DE CONSULTATION

Mode de consultation : Procédure adaptée

Entité adjudicatrice : Communauté de Communes du Pays des Abers

**Cette procédure est intégralement dématérialisée.
Votre réponse à la présente consultation devra se faire de manière électronique par le
biais de la salle des marchés Mégalis Bretagne.**

Pli à remettre avant le 23 mai 2025, 12h00

1. Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un réservoir d'eau potable d'une capacité de 950 m³ sur la commune de Plouguerneau (29), avec renforcement des structures de distribution d'eau potable. L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est de 2 700 000,00 € HT.

2. Caractéristiques du contrat

2.1 Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots conformément à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique en raison de l'objet du marché : missions de maîtrise d'œuvre.

2.2 Tranche

Le contrat est divisé en deux tranches :

- Une tranche ferme : Missions EP, AVP, PRO, AMT, VISA, DET et AOR + Mission complémentaire 1 « Etude environnementale pour examen cas par cas » + Mission complémentaire 2 « Permis de construire ».
- Une tranche optionnelle : Mission complémentaire 3 « Evaluation environnementale – Etude d'impact ». La tranche optionnelle sera affermie au regard des conditions de faisabilité. Son affermissement aura lieu, au plus tard, en décembre 2027. Aucune indemnité d'attente ni aucune indemnité de dédit n'est due en cas de non-affermissment ou de retard dans l'affermissment des tranches optionnelles

2.3 Date et délai des prestations

La date prévisionnelle de commencement de la prestation est fixée à juin 2025.

Le contrat commencera à sa date de notification et se termine avec la fin de l'ensemble des marchés de travaux correspondant à l'opération du présent marché (y compris suivi des éventuelles garanties et cautionnements).

Le permis de construire devra être déposé avant le 1^{er} juin 2026. La mise en route du nouveau réservoir devra se faire au plus tard en avril 2028.

3. Caractéristiques de la consultation

3.1 Procédure

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée (procédure ouverte), en application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique.

La consultation se déroule en une seule phase au cours de laquelle le titulaire sera choisi parmi les équipes ayant fait acte de candidature.

3.2 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.3 Dépôt de question et modifications de la consultation

Les candidats peuvent poser des **questions jusqu'à huit jours calendaires inclus** avant la remise des plis, via la plateforme Mégalis <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargées le dossier après identification, six jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Le Pays des Abers peut modifier le dossier de consultation jusqu'à six jours calendaires avant la remise des plis.

Pour le calcul de ce délai de six jours, la date à prendre en compte est celle de l'envoi par la Communauté de Communes de ces modifications ou compléments.

Dans tous les cas, les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, les dispositions ci-dessus sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

Le nombre de jour comprend le jour de remise des plis.

4. Composition du dossier de consultation

Les pièces contenues dans le dossier sont les suivantes :

- Les pièces administratives :
 - o Le présent Règlement de consultation (RC),
 - o Le Contrat (valant acte d'engagement et CCAP),
 - o La déclaration de cotraitance.
- Les pièces techniques :
 - o Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), comprenant le programme de l'opération, et ses annexes,
 - o La trame du mémoire technique et son annexe note n°3.
- Les annexes administratives :
 - o Le formulaire de candidature,
 - o La fiche synthèse compétences,
 - o Un acte de sous-traitance DC4,
 - o Une attestation de visite.

5. Réponse des entreprises

5.1 Visite des lieux

Il est obligatoire de faire une visite des lieux avant de remettre l'offre. La prise de rendez-vous se fait auprès de : Monsieur LE PAGE Gildas – 06.23.38.43.05.

Visite au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

5.2 Groupement d'entreprises et conditions de participation

Plusieurs entreprises peuvent se réunir sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

Les équipes (candidat seul ou groupement) devront disposer des compétences dans les domaines suivants :

- Ouvrages et réseaux hydrauliques
- Modélisation en eau potable,
- Bâtiment – Architecture (inscrit à l'ordre des architectes ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n° 85-384 CEE du 10 juin 1985) :
Expérience significative dans la construction de réservoirs d'eau potable, notamment de château d'eaux
Le mandataire sera la personne en charge de l'exécution des travaux.
- Environnement : Compétences solides en environnement, incluant une connaissance approfondie des réglementations applicables (telles qu'aux articles R.214-1 à R.214-5 du Code de l'environnement) et la capacité à intégrer des études environnementales spécifiques, évaluer les impacts et proposer des solutions durables tout au long du projet.
- Economie de la construction,
- Structures Génie civil.

Les compétences de chaque membre de l'équipe de maîtrise d'œuvre doivent être clairement identifiées.

Toute équipe ne présentant pas les compétences requises sera rejetée.

Un même prestataire est autorisé à faire acte de candidature au sein de plusieurs groupements. Il appartient à chaque prestataire de juger de l'opportunité d'être présent dans plusieurs groupements, et si tel est le cas, d'être en mesure de respecter la propriété intellectuelle et la confidentialité indispensable, s'il devait être amené à assurer des prestations auprès d'équipes concurrentes appelées à remettre une offre.

Il est interdit pour un même prestataire d'être mandataire de plusieurs groupements.

Ne peuvent concourir et participer aux missions de maîtrise d'œuvre, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à l'organisation et au déroulement de la consultation, à l'élaboration du programme, les membres de leur famille, ainsi que leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs.

5.3 Dépôt du pli

Le pli doit être déposé avant le **23 mai 2025, 12h00**. Il est à transmettre **obligatoirement** par dépôt électronique, via la plate-forme Mégalis Bretagne : www.megalisbretagne.bzh. Aucun dépôt papier ne sera accepté.

Aucune signature électronique n'est requise lors du dépôt. Cependant, pour l'attribution du marché au candidat retenu, il est préconisé l'utilisation de la signature électronique au format PADES.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

5.4 Contenu du pli

Il est demandé au candidat de déposer le **pli électronique** dans un dossier zippé en distinguant chaque dossier/fichier sous la forme suivante :

- ❑ La Candidature (conformément à l'article 6.1 du présent règlement de consultation) : Le formulaire de candidature (*qui remplace les DC1 et DC2*) et ses annexes
- ❑ La fiche synthèse « compétences »
- ❑ Le Contrat (valant Acte d'Engagement et Cahier des Clauses Administratives Particulières)
- ❑ La/les déclaration(s) de cotraitance, le cas échéant
- ❑ Le mémoire technique reprenant les points demandés dans la trame du mémoire technique.
- ❑ Un RIB
- ❑ Un Acte de sous-traitance, le cas échéant.

Le présent règlement de consultation n'est pas à remettre. Les différentes attestations (fiscale de moins de six mois, vigilance, ...) ne sont à fournir que par l'attributaire du contrat.

Les éventuels formats de fichier mentionnés sont souhaités mais non obligatoires.

6. Analyse des plis

6.1 Critères de sélection des candidatures

Les candidatures sont sélectionnées au regard du niveau de capacités professionnelles, techniques et financières qui doit être suffisant pour pouvoir répondre à la consultation.

Le candidat devra fournir un dossier complet comprenant :

Si la candidature est présentée sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises :
Identification de l'ensemble des membres du groupement
Forme du groupement
Habilitation du mandataire
Par ailleurs, les éléments relatifs à la situation juridique et aux capacités économiques, techniques et professionnelles demandées ci-dessous doivent être fournis pour chaque membre du groupement
Renseignements concernant la situation juridique du candidat tels que prévus aux articles R. 2142-3 et R. 2142-4 du code de la commande publique :
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
Aptitude à exercer l'activité professionnelle :
Inscription sur le registre professionnel de l'ordre des Architectes
Capacité économique et financière du candidat :
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
Capacités techniques et professionnelles du candidat :
- Liste des principaux services effectués au cours des <u>trois dernières années</u> indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique – références pertinentes au regard de la nature du projet
- Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public
Assurances
- Attestation d'assurance en responsabilité civile - Attestation d'assurance décennale
En cas de sous-traitance, le formulaire DC4 (ou tout document équivalent).

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser le formulaire de candidature.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature (cotraitant, sous-traitant), le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.2 Critères de choix de l'offre

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 et R. 2152-7 du code de la commande publique, en application des critères et des modalités indiquées ci-dessous :

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Valeur technique de l'offre <i>La valeur technique de l'offre sera appréciée au vu des sous-critères suivants pondérés en %</i>	60 %
<u>Sous-critère n°1</u> : Pertinence de l'organisation et de la méthodologie d'exécution proposées dans le cadre du présent marché, appréciée au regard de la note n° 1 (<u>20 %</u>)	
<u>Sous-critère n°2</u> : Pertinence de la perception du programme / CCTP (les enjeux et les contraintes du projet), appréciée au regard de la note n° 2 (<u>20 %</u>)	
<u>Sous-critère n°3</u> : Pertinence de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations du marché, appréciée au regard de la note n° 3 (<u>15 %</u>)	
<u>Sous-critère n°4</u> : Cohérence du coût homme-jour par élément de mission et pertinence du justificatif de la proposition de rémunération, appréciées au regard de la note n° 4 (<u>5 %</u>)	
Forfait provisoire de rémunération (Prix)	40 %

• Critère « Valeur technique » : La valeur technique sera appréciée au regard du mémoire justificatif et en application des sous-critères pondérés figurant dans le tableau ci-dessus.

• Précisions concernant l'analyse du critère prix : Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans la rémunération provisoire de l'offre du candidat, il sera simplement tenu compte du montant total de la rémunération indiquée au Contrat.

En cas d'égalité entre les offres, l'attribution se fait à l'offre de meilleure qualité.

6.3 Négociation

L'acheteur attend des candidats leur meilleure proposition dès la remise des offres. La négociation ne sera qu'éventuelle.

S'il y a une ou plusieurs séries de négociation, elle se fera par tout moyen (écrit ou oral). La négociation orale pourra prendre la forme d'une audition dont les modalités pratiques seront communiquées aux soumissionnaires au cours des jours précédents cette audition.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre (technique, prix...) avec le ou les meilleurs candidats au vu d'une première analyse des offres. En cas de plusieurs séries de négociation, l'acheteur se réserve la possibilité de réduire le nombre de candidats admis à la négociation au vu de l'analyse des résultats de la négociation précédente. Lors de la réponse, le candidat peut fournir un devis, à moins que l'acheteur ne fournisse ou n'exige un cadre financier de réponse particulier dans son message de négociation. En l'absence de réponse à une négociation, l'offre avant négociation est considérée comme la réponse à la négociation. L'acheteur se réserve la possibilité de faire régulariser une offre irrégulière, lors de la négociation.

7. Renseignements complémentaires - Contact

Toute question, y compris concernant les voies de recours, doit être déposée via la plate-forme Mégalis Bretagne : www.megalis.bretagne.bzh. Si besoin, des tutoriels sont disponibles sur Mégalis pour [poser une question](#).

Pour la visite, merci de prendre contact avec la personne indiquée dans le paragraphe sur la visite (§ 5.1).